



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Parçay-meslay, le 27/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PHINIA Delphi France SAS

9 BD DE L'INDUSTRIE
41000 BLOIS

Références : 2024 / 507
Code AIOT : 0010001779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement PHINIA Delphi France SAS implanté 9 BD DE L'INDUSTRIE 41000 BLOIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Intervention conjointe à l'intervention inopinée du laboratoire INOVALYS chargé de réaliser les prélèvements et analyses de la concentration en légionelles de l'eau de circuit des TAR.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PHINIA Delphi France SAS
- 9 BD DE L'INDUSTRIE 41000 BLOIS
- Code AIOT : 0010001779
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PHINIA (ex BORGWARNER - groupe DELPHI) est un site créé en 1959 qui conçoit et fabrique des injecteurs principalement pour moteurs diesel (rampes common rail). Le site est composé de plusieurs bâtiments répartis de part et d'autre du boulevard de l'industrie.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Nettoyage préventif de l'installation – Risque	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fréquence de révision de l'AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.	Sans objet
2	Maintien en bon état de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2.	Sans objet
3	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)	Sans objet
4	Nettoyage préventif de l'installation – Fréquence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)	Sans objet
6	Identification point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)	Sans objet
7	Respect délai 48 heures	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)	Sans objet
9	Plan des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence de révision de l'AMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
Prescription contrôlée : En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
Constats : La dernière révision de l'AMR a été réalisée le 26/04/2024. Elle décrit notamment la gestion des bras morts et le mode de fonctionnement hydraulique de l'installation. Ce point n'appelle pas d'autres commentaires. <u>Conclusion : Pas d'écarts constatés.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maintien en bon état de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
Prescription contrôlée : L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.
Constats : Les parties extérieures de l'installation sont en bon état. Les rapports d'intervention annuelle pour le nettoyage et l'entretien de l'installation ne font pas mention de dégradation dans les parties internes de l'installation. Ce point n'appelle pas d'autres commentaires. <u>Conclusion : Pas d'écarts constatés.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
Prescription contrôlée : L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation

(notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

Constats :

L'exploitant fait appel au sous-traitant BWT pour la gestion du traitement de l'eau.

La fiche de stratégie de traitement décrit notamment les produits utilisés de manière préventive, leurs caractéristiques et modalités d'utilisation, les produits de décomposition et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. Elle mentionne également que les produits utilisés sont compatibles.

La stratégie de traitement préventif en place est la suivante :

- BWT CS 1003+MB : anti-tartre, anti-corrosion et biodispersant / Injection en continu par pompe doseuse asservie au compteur d'eau d'appoint / 60 mL/m³ ;
- BWT CS 3016 : biocide oxydant / Injection en continu par pompe doseuse asservie au potentiel Redox.

Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.

Conclusion : Pas d'écarts constatés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Nettoyage préventif de l'installation – Fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose

Prescription contrôlée :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports des interventions réalisées par la société ATMOSPHEO pour le nettoyage annuel : nettoyages réalisés le 16/08/2022 et le 16/08/2023.

Ces rapports ne font pas mention de dégradation dans les parties internes de l'installation.

Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.

Conclusion : Pas d'écarts constatés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Nettoyage préventif de l'installation – Risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer ou non l'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage. Dans l'affirmative, une procédure particulière doit être disponible.</p> <p><u>Conclusion : L'exploitant doit préciser si un jet d'eau sous pression est utilisé pour le nettoyage de l'installation et dans l'affirmative disposer d'une procédure particulière.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 6 : Identification point de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le circuit à refroidir est un circuit ouvert sur lequel 4 TARs sont installées.</p>

<p>Il a été constaté sur site que, pour chacune des TARs, le point de prélèvement situé à proximité de la dispersion d'eau est bien identifié et numéroté.</p> <p>Le prélèvement inopiné, réalisé par le laboratoire INOVALYS, a été effectué sur le point de prélèvement L4.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.</p> <p><u>Conclusion : Pas d'écarts constatés.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Respect délai 48 heures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse de l'eau de circuit édité par le laboratoire LDA du Loir-et-Cher suite au prélèvement réalisé le 13/05/2024.</p> <p>La date, du dernier traitement biocide réalisé, indiquée sur ce rapport est celle du dernier traitement choc ayant eu lieu le 29/08/2018 suite à une dérive.</p> <p>Par ailleurs, il s'avère qu'un traitement biocide de désinfection est réalisé chaque année lors du nettoyage annuel : dernier en date du 16/08/2023.</p> <p>Le délai de 48h entre la dernière injection ponctuelle de biocide et le prélèvement du 13/05/2024 est bien respecté. Pas d'écart constaté.</p> <p>Remarque : l'exploitant doit s'assurer qu'il communique au laboratoire la date de la dernière injection ponctuelle de biocide, notamment celle de la dernière injection ponctuelle de biocide réalisée lors du nettoyage annuel.</p> <p><u>Conclusion : Pas d'écarts constatés.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Carnet de suivi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;

<p>[...]</p> <p>- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le carnet de suivi mentionne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés (mesure) et rejetés mensuellement (estimation) ; - les opérations d'entretien annuel ; - les interventions trimestrielles préventives du traiteur d'eau. <p>Les quantités de produits de traitement consommées apparaissent dans les rapports d'intervention trimestrielle du traiteur d'eau (bilan des quantités consommées pouvant aller sur une période de 9 mois maximum). Néanmoins les quantités de produits de traitement consommées chaque année n'apparaissent pas dans le carnet de suivi. Cette information permet notamment de vérifier qu'il n'y a pas de dérive d'une année à l'autre.</p> <p><u>Conclusion : les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année n'apparaissent pas dans le carnet de suivi.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 9 : Plan des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Les plans présentés font apparaître les lieux de prélèvement pour analyses de l'eau de circuit et les lieux d'injection des traitements chimiques.
Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.

Conclusion : Pas d'écarts constatés.

Type de suites proposées : Sans suite